

## **ANNEXE**

### **POSITIONS DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU MOYEN-ORIENT**

#### **Index**

- 1) Déclaration de Berlin, 24 et 25 mars 1999.
- 2) Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Moyen-Orient adoptées en juillet 2014.
- 3) Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Moyen-Orient adoptées en novembre 2014.
- 4) Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Moyen-Orient adoptées en juillet 2015.
- 5) Conclusions du Conseil sur le processus de paix au Moyen-Orient adoptées en janvier 2016.
- 6) Statement of the European Union with the European Union's position for the Association Council's 12th meeting, 3 October 2022.
- 7) Déclaration conjointe de l'Union européenne et de ses États membres établie le 8 mars 2023

## **1. DÉCLARATION DE BERLIN, 24 ET 25 MARS 1999**

### **Conclusions de la présidence**

#### **Conseil européen de Berlin, 24 et 25 mars 1999**

##### **I. Introduction**

1. Le Conseil européen s'est réuni à Berlin les 24 et 25 mars 1999. Les travaux ont débuté par un échange de vues avec M. José-María Gil-Robles, président du Parlement européen.

2. Le Conseil européen :

- est parvenu à un accord global sur l'agenda 2000 (voir partie I) ;
- a adopté une déclaration sur la nomination du président de la Commission (voir partie II) ;
- a adopté deux déclarations sur le Kosovo (voir partie III) ;
- a adopté trois autres déclarations sur le processus de paix au Moyen-Orient, sur la conclusion de l'accord de commerce et de coopération avec l'Afrique du Sud et sur l'élargissement (voir partie IV).

##### **Partie I — Agenda 2000**

.....

##### **Partie IV — Autres déclaration**

###### **Processus de paix au Moyen-Orient**

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne réaffirment leur soutien à un règlement négocié au Moyen-Orient qui tienne compte du principe de l'échange de territoires contre la paix et assure la sécurité tant collective qu'individuelle des peuples israélien et palestinien. À cet égard, l'Union européenne se félicite de la décision prise par l'Union nationale palestinienne et les instances associées de réaffirmer que les dispositions de la charte nationale palestinienne demandant la destruction d'Israël sont nulles et non avenues et de confirmer son engagement de reconnaître Israël et de vivre en paix avec lui. Toutefois, l'Union européenne demeure préoccupée par l'impasse que connaît actuellement le processus de paix et invite les parties à mettre en œuvre intégralement et immédiatement le mémorandum de Wye River.

L'Union européenne invite également les parties à réaffirmer leur attachement aux principes fondamentaux établis dans le cadre des accords de Madrid et d'Oslo et des accords ultérieurs, conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Elle engage les parties à accepter une prorogation de la période transitoire prévue par les accords d'Oslo.

L'Union européenne demande en particulier que les négociations sur le statut définitif reprennent rapidement, dans les mois à venir, qu'elles soient menées promptement et qu'elles soient rapidement conclues et ne se prolongent pas indéfiniment. L'Union européenne pense qu'il devrait

être possible de conclure les négociations dans un délai qui pourrait être fixé à un an. Elle se déclare prête à apporter son concours à une conclusion rapide de ces négociations.

L'Union européenne engage les deux parties à s'abstenir d'actions qui préjugent l'issue de ces négociations sur le statut définitif et de toute activité contraire au droit international, y compris toute implantation, et à combattre l'incitation à la haine et à la violence.

L'Union européenne réaffirme que les Palestiniens conservent un droit sans réserve à l'autodétermination, y compris le droit de créer un État, et espère que ce droit sera concrétisé à bref délai. Elle lance un appel aux parties pour qu'elles recherchent de bonne foi une solution négociée sur la base des accords existants, sans préjudice de ce droit, qui ne saurait faire l'objet d'aucun veto. L'Union européenne est convaincue que la création, par la négociation, d'un État palestinien souverain démocratique, viable et pacifique sur la base des accords existants constituerait la meilleure garantie pour la sécurité d'Israël et l'acceptation d'Israël comme partenaire égal dans la région. L'Union européenne déclare qu'elle est disposée à envisager la reconnaissance d'un État palestinien en temps opportun, conformément aux principes fondamentaux évoqués ci-dessus.

L'Union européenne demande également une reprise à bref délai des négociations sur les volets syrien et libanais du processus de paix au Moyen-Orient, l'objectif étant l'application des résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

*Source* : [https://www.europarl.europa.eu/summits/ber2\\_fr.htm#partIV](https://www.europarl.europa.eu/summits/ber2_fr.htm#partIV)

---

## **2. CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT**

### **Conseil des affaires étrangères**

**Bruxelles, 12 mai 2014**

« Le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

- 1) L'UE est extrêmement préoccupée par l'évolution récente du processus de paix. L'UE a pleinement soutenu et salue les efforts de paix déployés par les États-Unis en la personne de son secrétaire d'État M. Kerry et son équipe. Les efforts considérables de ces derniers mois ne doivent pas avoir été consentis en vain.
- 2) Une solution négociée fondée sur la coexistence de deux États demeure la meilleure solution pour résoudre le conflit de manière définitive. L'UE regrette que, malgré les efforts des États-Unis, les négociations entre les parties n'aient pas progressé davantage à ce jour. L'UE exhorte les parties à profiter des semaines à venir pour trouver un terrain d'entente et la force politique nécessaire à la reprise de ce processus et à prendre les décisions audacieuses qui s'imposent. L'UE reste déterminée à faire tout son possible pour appuyer cet objectif, notamment en proposant un partenariat spécial privilégié qui assurera aux deux parties un soutien sans précédent en matière économique, politique et dans le domaine de la sécurité dans l'éventualité d'un accord sur le statut définitif.
- 3) L'Union européenne rappelle les précédentes conclusions du Conseil, dans lesquelles celui-ci expose sa vision d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, aboutissant à un accord sur toutes les questions liées au statut définitif, mettant un terme à toutes les revendications et répondant aux aspirations légitimes des deux parties. Une situation à un seul État ne serait pas compatible avec ces aspirations.
- 4) L'UE demande à toutes les parties de faire preuve d'une extrême retenue et d'éviter toute action unilatérale susceptible de nuire davantage aux efforts de paix et à la viabilité d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, comme la poursuite de l'extension des colonies. L'Union européenne continuera à suivre de près l'évolution de la situation ainsi que ses répercussions d'une façon générale, et agira en conséquence.
- 5) L'UE a toujours soutenu une réconciliation entre Palestiniens sur la base de conditions claires et sans équivoque. L'UE souhaite pouvoir continuer à fournir son appui, y compris un soutien financier direct, à un nouveau gouvernement palestinien composé de personnalités indépendantes et résolu à suivre les principes énoncés par le président Abbas dans son discours du 4 mai au Caire. Un tel gouvernement devrait veiller au respect du principe de non-violence et rester déterminé à parvenir à une solution fondée sur la coexistence de deux États et à négocier une solution pacifique au conflit israélo-palestinien en acceptant les accords et obligations antérieurs, y compris le droit légitime d'Israël à exister. Les relations que l'UE entretiendra avec un nouveau gouvernement palestinien se fonderont sur le respect de ces politiques et engagements. Une réconciliation sur cette base constitue un élément important pour l'unité d'un futur État palestinien, la coexistence de deux États et une paix durable. L'UE se réjouit de la perspective de la tenue de véritables élections démocratiques pour tous les Palestiniens.
- 6) L'UE souligne que Mahmoud Abbas, en tant que président de l'OLP, assume toujours l'entière responsabilité du processus de négociation et est chargé de

négocié au nom de tous les Palestiniens et que les négociations de paix peuvent et doivent reprendre. »

*Source* : <https://www.consilium.europa.eu/media/28340/142556.pdf>

---

### **3. CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT**

#### **Réunion du Conseil des affaires étrangères**

**Bruxelles, 17 novembre 2014**

1. L'UE est vivement préoccupée par l'accroissement des tensions et par la montée de la violence sur le terrain. Elle condamne tous les attentats terroristes perpétrés récemment et présente ses condoléances pour les pertes en vies humaines. Elle engage toutes les parties à s'abstenir de tout acte susceptible d'aggraver la situation, que ce soit sous forme d'incitations à la violence, de provocations, de recours excessif à la force ou de représailles. L'UE appelle les dirigeants politiques de tout bord à œuvrer de concert et par des mesures visibles pour apaiser la situation. À cet égard, l'UE est particulièrement préoccupée par l'évolution inquiétante de la situation et les affrontements violents qui se répètent sur l'Esplanade des mosquées/le Mont du temple. Elle appelle au respect total des Lieux saints. Toute modification du *statu quo* aurait des effets extrêmement déstabilisateurs. L'UE est pleinement consciente du rôle que joue la Jordanie en tant que gardienne des Lieux saints musulmans de Jérusalem et se félicite qu'une réunion tripartite ait eu lieu le 13 novembre à Amman entre le roi Abdullah, le secrétaire d'État John Kerry et le premier ministre Netanyahu, qui se sont mis d'accord sur des mesures concrètes visant à apaiser la situation. L'UE attend avec intérêt la mise en œuvre rapide et efficace de ces mesures.

2. Les actions qui remettent en question les engagements pris en faveur d'une solution négociée doivent être évitées. L'UE déplore vivement, en s'y opposant fermement, la récente expropriation de terres à proximité de Bethléem, les nouveaux projets de constructions qui ont été annoncés il y a peu, en particulier dans les colonies de Givat Hamatos, Ramat Shlomo, Har Homa et Ramot, ainsi que les projets visant à déplacer des Bédouins en Cisjordanie et la poursuite des démolitions, y compris de projets financés par l'UE et ses États membres. Elle engage Israël à revenir sur ces décisions qui vont à l'encontre du droit international et compromettent directement la solution fondée sur la coexistence de deux États. Les activités récentes d'implantation de colonies de peuplement à Jérusalem-Est hypothèquent sérieusement la perspective de voir Jérusalem devenir la capitale des deux États. Rappelant que ces implantations sont illégales au regard du droit international, l'UE et ses États membres restent attachés à la mise en œuvre pleine et entière, continue et effective de la législation de l'UE et des accords bilatéraux existants applicables aux produits des colonies. L'UE suit de près l'évolution de la situation ainsi que ses répercussions d'une façon générale, et demeure prête à prendre de nouvelles mesures afin de protéger la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États.

3. L'UE souligne qu'elle est préoccupée par la situation humanitaire dramatique qui règne dans la bande de Gaza et à laquelle une solution appropriée doit encore être apportée, en rétablissant d'urgence les infrastructures et services de base. Elle se félicite des engagements pris par la communauté internationale en faveur de la reconstruction de Gaza. Compte tenu des besoins urgents de la population de Gaza, l'ensemble de ces engagements devraient être honorés sans tarder. L'UE engage les parties à mettre pleinement en œuvre le mécanisme temporaire pour la surveillance et la vérification des matériaux de reconstruction négocié par les Nations Unies, Israël et l'Autorité palestinienne, qui constitue un pas important vers la réouverture urgente et nécessaire de tous les points de passage. Tout en prenant note avec satisfaction des transferts ponctuels de produits agricoles et de la pêche qui ont eu lieu récemment de Gaza vers la Cisjordanie, l'UE a souligné qu'il importait que la politique israélienne évolue pour permettre à Gaza d'avoir des activités commerciales normales et durables.

4. L'UE exige un changement radical de la situation sur le plan politique, de la sécurité et en matière économique dans la bande de Gaza, ainsi que la fin du blocus. Les parties devraient de toute urgence avancer sur la voie d'un cessez-le-feu durable, sur la base de l'accord du Caire du 26 août, afin de parvenir à un accord qui mette un terme au blocus de Gaza et réponde aux préoccupations légitimes d'Israël en matière de sécurité. Un retour au *statu quo* qui prévalait avant le dernier conflit n'est pas une option. L'UE est disposée à jouer un rôle essentiel dans les efforts engagés au niveau international pour soutenir un cessez-le-feu durable, notamment par la réactivation rapide et l'éventuelle extension de la portée et du mandat de ses missions EUBAM Rafah et EUPOL COPPS. L'UE engage toutes les parties concernées à créer les conditions lui permettant de jouer ce rôle.

5. L'UE soutient les efforts que consentent le gouvernement d'union nationale palestinien et le président Abbas, et encourage vivement l'Autorité palestinienne à exercer progressivement sa fonction de gouvernement dans la bande de Gaza, y compris dans les domaines de la sécurité et de l'administration publique et par sa présence aux points de passage de la bande de Gaza. L'UE se félicite de la convocation de la première réunion du gouvernement à Gaza, qu'elle juge encourageante, et elle exhorte toutes les factions palestiniennes à mettre un terme à leurs divisions internes. L'UE est préoccupée par les attentats à la bombe perpétrés récemment à Gaza contre des leaders du Fatah.

6. La situation intenable à Gaza, la récente augmentation des violences à Jérusalem et l'aggravation de la situation régionale viennent souligner l'importance de parvenir à une paix globale qui mette un terme à toutes les revendications et réponde aux aspirations légitimes des deux parties, notamment celles des Israéliens en matière de sécurité et celles des Palestiniens en faveur de la constitution d'un État palestinien. L'UE se félicite des efforts renouvelés du secrétaire d'État américain John Kerry pour aider les parties à revenir à la table de négociations et invite les parties et l'ensemble des acteurs concernés, y compris le quatuor, la Ligue des États arabes et le CSNU, à prendre les mesures nécessaires à cette fin. À cet égard, l'UE rappelle qu'il est dans son intérêt stratégique que le conflit prenne fin, et elle est disposée à jouer un rôle majeur et à contribuer activement à un règlement négocié de toutes les questions liées au statut final ; elle rappelle les paramètres convenus dans les conclusions du Conseil de juillet 2014. L'UE se félicite que la haute-représentante/vice-présidente de la Commission, Federica Mogherini, se soit rapidement rendue dans la région, soulignant ainsi son engagement et celui de l'UE sur cette question prioritaire.

L'UE rappelle que l'évolution future des relations avec ses partenaires, israéliens et palestiniens, dépendra également de ce qu'ils feront pour parvenir à une paix durable reposant sur la solution fondée sur la coexistence de deux États.

Source : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-15542-2014-INIT/fr/pdf>

---

#### **4. CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT**

##### **Réunion du Conseil des affaires étrangères**

**Bruxelles, 20 juillet 2015**

1. L'UE réaffirme son attachement à une résolution juste et globale du conflit israélo-palestinien, sur la base de la solution fondée sur la coexistence de deux États, avec l'État d'Israël et un État palestinien indépendant, démocratique, d'un seul tenant, souverain et viable, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité et la reconnaissance mutuelle. L'UE réaffirme qu'il n'y a pas d'alternative à une solution négociée fondée sur la coexistence de deux États. Le contexte régional, et notamment la vague de radicalisation ainsi que la propagation du terrorisme observées actuellement, rend la résolution du conflit d'autant plus urgente. Le *statu quo* n'est pas envisageable, car les nouveaux faits constatés sur le terrain fragilisent constamment la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États. L'UE demande instamment aux deux parties de démontrer par des mesures concrètes qu'elles sont attachées à cette solution, conformément à leurs déclarations. Les actions de l'une ou l'autre des parties qui remettent en question les engagements qu'elles ont pris en faveur d'une solution négociée doivent être évitées. L'UE soutiendra activement les deux parties pour rétablir la confiance et instaurer un climat de confiance nécessaire à l'ouverture de négociations sérieuses dès que possible.

2. La priorité immédiate est de résoudre la situation grave qui règne dans la bande de Gaza. Un an après le conflit, la situation humanitaire et socio-économique à Gaza reste dramatique. Compte tenu des besoins urgents de la population de Gaza, l'ensemble des engagements pris par la communauté internationale devraient être honorés. Par ailleurs, l'UE se déclare préoccupée par le fait que l'UNRWA manque cruellement de fonds et, en tant qu'important bailleur de fonds de cet organisme, elle appelle tous les bailleurs de fonds concernés à accroître leur financement.

L'UE considère que le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme par les États et les acteurs non étatiques, y compris l'obligation de rendre des comptes, est fondamental pour la paix et la sécurité dans la région.

3. L'UE salue les mesures prises récemment par Israël pour alléger les restrictions imposées à Gaza. Toutefois, il convient maintenant d'adopter d'autres mesures positives qui permettent de pérenniser l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire, la reconstruction et la reprise économique. L'UE appelle à un changement fondamental de la situation politique et économique ainsi que de la sécurité dans la bande de Gaza, notamment la fin du blocus et l'ouverture sans restriction des points de passage, tout en tenant compte des préoccupations légitimes d'Israël pour sa sécurité. Les récents tirs de roquettes par des groupes armés sont inacceptables et mettent une fois encore en évidence le risque d'escalade. Toutes les parties concernées doivent s'engager sur la voie de la non-violence et de la paix. L'UE appelle toutes les parties à décider d'un cessez-le-feu durable qui empêche un nouvel embrasement et renforce la position de Gaza, qui fait partie intégrante d'un futur État palestinien, ainsi que le lien entre Gaza et la Cisjordanie.

4. L'UE exhorte toutes les factions palestiniennes à trouver un terrain d'entente fondé sur la non-violence et la réconciliation, et à coopérer pour répondre aux besoins de la population palestinienne. La réconciliation entre Palestiniens est importante pour la concrétisation de la solution fondée sur la coexistence de deux États. Dans ce contexte, l'UE appelle les factions palestiniennes à faire de la réconciliation et du retour de l'AP à Gaza une priorité absolue. L'AP doit assumer une plus grande responsabilité à cet égard et exercer sa fonction de gouvernement dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité et de l'administration civile, ainsi que par sa présence aux



points de passage de la bande de Gaza. L'UE est disposée à soutenir pleinement ces efforts, notamment par la réactivation rapide et l'éventuelle extension de la portée et du mandat de ses missions EUBAM Rafah et EUPOL COPPS.

5. L'UE est résolue à travailler avec toutes les parties, y compris par la mise en œuvre des accords existants, pour permettre le développement socio-économique de la Cisjordanie, y compris de Jérusalem-Est, et faire en sorte que les institutions palestiniennes soient pleinement associées aux préparatifs de création d'un État, sur la base de l'État de droit et du respect des droits de l'homme. L'UE souligne que les mesures telles que l'atténuation des restrictions doivent s'inscrire dans le cadre d'un changement fondamental de politique à l'égard du territoire palestinien occupé. Elle demande à Israël de permettre une accélération de la construction palestinienne, ainsi que le développement social et économique dans la zone C. Cela contribuera à renforcer la prospérité et la sécurité des Israéliens comme des Palestiniens. Elle demande par ailleurs aux autorités israéliennes de mettre fin aux projets de déplacement forcé de populations et de démolition des habitations et des infrastructures palestiniennes dans les secteurs de Susya et d'Abu Nwar.

6. Le maintien de la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États est au cœur de la politique de l'UE et restera prioritaire. À cet égard, rappelant que les implantations sont illégales au regard du droit international, l'UE répète qu'elle est fermement opposée à la politique d'implantation que mène Israël et aux mesures prises dans ce cadre, telles que la construction de la barrière de séparation au-delà de la ligne de 1967, les démolitions et les confiscations, notamment de projets financés par l'UE, les expulsions, les déplacements forcés, y compris de Bédouins, les colonies de peuplement sauvages, la violence des colons et les restrictions en matière de déplacement et d'accès. Ces mesures menacent sérieusement la solution fondée sur la coexistence de deux États. Les activités d'implantation de colonies de peuplement à Jérusalem-Est hypothèquent sérieusement la perspective de voir Jérusalem devenir la capitale des deux États. L'UE continuera à suivre de près l'évolution de la situation sur le terrain et ses implications plus larges, et elle reste prête à prendre de nouvelles mesures pour préserver la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États. L'UE et ses États membres réaffirment leur attachement à la mise en œuvre pleine et entière, continue et effective de la législation de l'UE et des accords bilatéraux existants applicables aux produits des colonies. L'UE se déclare déterminée à veiller à ce que, conformément au droit international, l'ensemble des accords qu'elle conclut avec l'État d'Israël mentionnent sans équivoque et expressément qu'ils sont inapplicables aux territoires occupés par Israël en 1967.

7. L'instauration d'une paix juste et durable exigera une action internationale concertée plus importante. L'UE, notamment par l'intermédiaire du représentant spécial qu'elle a récemment nommé pour le processus de paix au Proche-Orient, travaillera activement au renouvellement de l'approche multilatérale du processus de paix, en concertation avec toutes les parties concernées, dont les partenaires du quatuor, notamment les États-Unis, dans la région et au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. La création d'un groupe de soutien international serait un moyen de contribuer à cette fin ; le Conseil demande à la haute représentante d'étudier les possibilités de mettre en œuvre cette initiative avec les acteurs régionaux et internationaux et de lui faire rapport au début du mois de septembre. La position de l'UE concernant les paramètres, telle qu'elle est exposée dans les conclusions du Conseil des affaires étrangères de juillet 2014, sert de base pour parvenir à un consensus sur la voie à suivre. L'UE est prête à entamer des travaux avec des partenaires dans la région sur la base de l'initiative de paix arabe, et elle se félicite des efforts déployés par le quatuor à cet égard.

Source : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2015/07/20/fac-mepp-conclusion/>

## 5. CONCLUSIONS DU CONSEIL SUR LE PROCESSUS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT

### Réunion du Conseil des affaires étrangères

Bruxelles, 18 janvier 2016

1. Le Conseil constate avec une vive préoccupation que la poursuite du cycle de violence a entraîné d'importantes pertes de vies humaines en Israël et dans le territoire palestinien ces derniers mois. L'UE condamne fermement les attentats terroristes et les actes de violence, quels qu'en soient les auteurs et les circonstances, y compris la mort d'enfants. Elle demande aux responsables politiques d'œuvrer ensemble, par des actions visibles, pour contribuer à un retour au calme et s'attaquer aux causes profondes des tensions. L'UE rappelle l'importance particulière que revêtent les sites sacrés et appelle au maintien du *statu quo* mis en place en 1967 sur l'Esplanade des mosquées/le Mont du temple, conformément aux accords conclus antérieurement et compte tenu du rôle particulier de la Jordanie.

2. L'UE engage l'ensemble des parties à s'abstenir de toute action susceptible d'aggraver la situation, que ce soit par incitation ou par provocation, et leur demande de condamner tout attentat qui serait perpétré et de respecter rigoureusement les principes de nécessité et de proportionnalité dans l'usage de la force. Elle félicite les deux parties pour le maintien de la coordination sécuritaire dans le contexte d'une situation extrêmement difficile. L'UE se félicite des progrès réalisés dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de Douma et appelle Israël à amener l'ensemble des colons ayant commis des actes de violence à en répondre. Elle demande également aux deux parties de lutter ensemble et avec détermination contre l'incitation à la violence et les discours haineux, par exemple en mettant en place un mécanisme de consultation sur les incitations, conformément aux engagements qu'elles ont pris précédemment.

3. L'UE est convaincue qu'il ne peut être mis fin à la violence que par le rétablissement d'un horizon politique et la reprise du dialogue. Des mesures de sécurité ne peuvent à elles seules mettre un terme au cycle de violence. Il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit. L'UE réaffirme qu'elle soutient les appels lancés par le quatuor afin que soient prises d'importantes mesures susceptibles d'induire des changements, compte tenu de la transition envisagée dans le cadre d'accords antérieurs, en vue de rétablir la confiance. L'UE engage les deux parties à mettre en œuvre ces mesures le plus vite possible. Un changement fondamental de la politique d'Israël à l'égard du territoire palestinien occupé, en particulier dans la zone C, permettra d'accroître sensiblement les perspectives économiques, de rendre les institutions palestiniennes autonomes et de renforcer la stabilité et la sécurité pour les Israéliens comme pour les Palestiniens.

4. L'UE présente un front uni dans sa volonté de parvenir à une solution fondée sur la coexistence de deux États — selon les paramètres définis dans les conclusions du Conseil de juillet 2014 — qui réponde aux besoins de sécurité israéliens et palestiniens et aux aspirations des Palestiniens à un État et à la souveraineté, mette fin à l'occupation qui a commencé en 1967 et règle toutes les questions relatives au statut définitif afin de mettre un terme au conflit. Elle s'oppose fermement à toutes les actions qui compromettent la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États et engage les deux parties à montrer, par des mesures et des actions, qu'elles sont réellement attachées à cette solution afin de rétablir la confiance et de permettre la reprise de négociations constructives. À cette fin, l'UE continuera à suivre de près l'évolution de la situation sur le terrain et ses incidences plus larges, et elle réfléchira à d'autres mesures visant à préserver la viabilité de la solution fondée sur la coexistence de deux États, qui est constamment mise à mal par de nouveaux développements sur le terrain.

5. Pour instaurer une paix juste et durable et mettre fin à toutes les revendications, il faudra une action internationale concertée plus importante. L'UE, y compris par l'action de son représentant spécial, œuvrera activement avec tous les acteurs concernés, dont les partenaires qu'elle compte au sein du quatuor, et notamment les États-Unis, dans la région et au Conseil de sécurité des Nations Unies, au renouvellement de l'approche multilatérale du processus de paix. Rappelant l'esprit de dialogue et de coopération qui a prévalu lors de la conférence de Madrid il y a vingt-cinq ans, elle estime que la mise en place d'un groupe international d'appui et la tenue d'une nouvelle conférence internationale peuvent, l'une comme l'autre, apporter une contribution à cette fin. L'UE rappelle sa volonté de coopérer davantage avec les partenaires régionaux sur la base de l'initiative de paix arabe, qui contient des éléments fondamentaux pour le règlement du conflit israélo-arabe et ouvre la perspective d'établir un cadre de sécurité dans la région.

6. L'UE rappelle que le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme par les États et les acteurs non étatiques, y compris l'obligation de rendre des comptes, est fondamental pour la paix et la sécurité dans la région. L'UE appelle à assurer la protection des enfants, notamment en garantissant leur droit à l'éducation dans un environnement scolaire sûr et sécurisé. Le Conseil souligne qu'il importe que la société civile puisse exercer librement ses activités en Israël et dans le territoire palestinien occupé, et il suit avec inquiétude l'évolution de la situation à cet égard.

7. Rappelant que les implantations sont illégales au regard du droit international, qu'elles constituent un obstacle à la paix et qu'elles menacent de rendre impossible la solution fondée sur la coexistence de deux États, l'UE répète qu'elle est fermement opposée à la politique d'implantation que mène Israël et aux mesures prises dans ce cadre, telles que la construction de la barrière de séparation au-delà de la ligne de 1967, les démolitions et les confiscations — notamment de projets financés par l'UE — les expulsions, les déplacements forcés, y compris de Bédouins, les colonies de peuplement sauvages et les restrictions en matière de déplacement et d'accès. Elle engage Israël à mettre fin à toute activité d'implantation et à démanteler tous les avant-postes érigés depuis mars 2001, conformément à ses obligations antérieures. Les activités d'implantation de colonies de peuplement à Jérusalem-Est hypothèquent sérieusement la perspective de voir Jérusalem devenir la capitale des deux États.

8. L'UE et ses États membres sont attachés à la mise en œuvre intégrale et effective de la législation de l'UE et des accords bilatéraux existants applicables aux produits des colonies. L'UE se déclare déterminée à veiller à ce que, conformément au droit international, l'ensemble des accords qu'elle conclut avec l'État d'Israël mentionnent sans équivoque et expressément qu'ils sont inapplicables aux territoires occupés par Israël en 1967. Ceci ne constitue pas un boycott d'Israël, auquel l'UE est fermement opposée.

9. L'UE insiste pour que l'ensemble des factions palestiniennes participent de bonne foi au processus de réconciliation, lequel constitue un élément important pour rendre possible la solution fondée sur la coexistence de deux États. L'UE continuera de soutenir les aspirations des Palestiniens à un État. Il est de la plus haute importance de ne pas perdre les acquis du passé ; les institutions palestiniennes doivent continuer de se renforcer, d'accroître leur transparence et leur responsabilité et de se démocratiser. L'UE invite le gouvernement palestinien à œuvrer à la tenue de véritables élections démocratiques pour tous les Palestiniens. Des institutions fortes, inclusives et démocratiques, fondées sur le respect de l'État de droit et des droits de l'homme, sont capitales pour l'établissement d'un État palestinien viable et souverain. À cette fin, l'UE appelle l'ensemble des factions palestiniennes à trouver un terrain d'entente et à travailler ensemble pour répondre aux besoins de la population palestinienne.

10. L'UE appelle toutes les parties à prendre rapidement des mesures pour obtenir un changement fondamental de la situation politique et économique ainsi que de la sécurité dans la bande de Gaza, notamment la fin du blocus et l'ouverture sans restriction des points de passage, tout en tenant compte des préoccupations légitimes d'Israël quant à sa sécurité. Les récents tirs de roquettes par des groupes armés sont inacceptables et mettent une fois encore en évidence le risque d'escalade. Toutes les parties concernées doivent s'engager sur la voie de la non-violence et de la paix. L'UE insiste pour que les parties palestiniennes fassent de la reconstruction de Gaza une priorité nationale absolue, notamment en ce qui concerne la santé, l'énergie et l'accès à l'eau. L'Autorité palestinienne doit reprendre l'ensemble de ses fonctions de gouvernement à Gaza, qui fait partie intégrante d'un futur État palestinien. L'UE salue les mesures prises par Israël pour alléger certaines restrictions pesant sur Gaza. Cependant, il est nécessaire de lever les restrictions à la libre circulation des personnes, des services et des marchandises (notamment des biens considérés comme étant « à double usage ») pour laisser la place aux efforts de reconstruction et à la fourniture de services de base. L'UE appelle l'ensemble des parties, acteurs étatiques et non étatiques, à garantir, conformément au droit international humanitaire, un accès humanitaire sans entrave à Gaza pour les organisations humanitaires nationales, locales et internationales, y compris les organes de l'UE et les États membres. L'UE reste prête à travailler avec les parties et les acteurs concernés en vue de résoudre la situation et appelle la communauté internationale à honorer rapidement ses engagements.

11. L'UE renouvelle l'offre qu'elle a faite aux deux parties, consistant en un ensemble de mesures européennes de soutien aux niveaux politique, économique et de la sécurité, ainsi qu'en un partenariat spécial privilégié qui, en cas d'accord de paix définitif, procurerait des avantages importants à chacune d'entre elles. L'UE souligne que l'évolution future des relations entre l'UE et ses partenaires, israéliens comme palestiniens, dépendra également de ce qu'ils feront pour parvenir à une paix durable reposant sur une solution fondée sur la coexistence de deux États.

*Source* : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/01/18/fac-conclusions-mepp>

---

## **6. TWELFTH MEETING OF THE EU-ISRAEL ASSOCIATION COUNCIL**

**(Brussels, 3 October 2022)**

### **Statement of the European Union**

1. The European Union (EU) welcomes this 12th meeting of the EU-Israel Association Council. The EU attaches great significance to its close relations with the State of Israel and reiterates the importance of further developing our broad bilateral partnership through comprehensive political dialogue and cooperation to unlock the full potential of EU-Israel relations.

2. The EU trusts that the resumption of the Association Council will pave the way for the resumption of other meetings that are essential for further developing a fruitful and comprehensive relationship, notably the Association Committee as well as the EU-Israel Political Dialogue and the informal working groups on human rights and international organisations, which were last held in 2016. The EU notes with satisfaction the regular and numerous meetings of the subcommittees which have been held under the Association Agreement and the cooperation in the framework of the European Neighbourhood Policy Action Plan, whose validity has been extended by the Council in January 2022 for further three years to give the EU and Israel the full opportunity to take forward their cooperation, including through possible negotiation of partnership priorities.

3. The EU and Israel have close and mutually beneficial political, cultural, people-to-people, tourism, trade and investment relations, as well as significant economic, financial, research and innovation and security cooperation, including on crisis management and civil protection. The close partnership has also been reflected through an intensification of high-level visits, in particular the official visits to Israel of the President of the European Parliament in May 2022 and of the President of the European Commission in June 2022 as well as the meeting of the then Alternate Prime Minister and Foreign Minister Yair Lapid with EU Foreign Ministers in the margins of the Foreign Affairs Council on 13 July 2021. The EU welcomes the recent signature of a Memorandum of Understanding on cooperation related to natural gas between the EU, Israel and Egypt, which emphasises the importance of cooperation in the region. The EU underlines the importance of communicating to European and Israeli citizens about the mutual benefits of EU-Israel cooperation with a view to increasing the public awareness on both sides.

4. The EU reiterates its condemnation in the strongest possible terms of Russia's unprovoked and unjustified military aggression against Ukraine, which grossly violates international law and undermines European and global security and stability, and welcomes Israel's vote in the United Nations General Assembly on the relevant resolutions. The EU has responded in a united and resolute manner by adopting sanctions, holding Russia to account, and supporting Ukraine with unprecedented humanitarian, financial and military aid. The EU welcomes Israel's assistance to Ukraine and its citizens, including the supply of defensive military equipment and humanitarian aid. The EU appreciates Israel's commitment to avoid the circumvention of sanctions through its territory and will continue to work together with Israel on this issue.

5. The COVID-19 pandemic has demonstrated the importance of scientific, medical, humanitarian and political cooperation in addressing global challenges. The EU and Israel are important partners in this regard. Since 15 September 2021, digital COVID certificates have been mutually recognised between the EU and Israel. International cooperation and solidarity continue to be key to tackle the many facets of the pandemic, from health to the socio-economic impact. The EU

welcomes the very active EU-Israel cooperation in research, innovation and the medical sector since the onset of the pandemic and will further build on this cooperation.

6. The significance that the EU attaches to its relations with Israel is also highlighted in the Joint Communication by the European Commission and the High Representative on a Renewed Partnership with the Southern Neighbourhood — A New Agenda for the Mediterranean, adopted on 9 February 2021. A democratic, more stable, greener and prosperous Southern Neighbourhood is a shared strategic priority and fundamental interest for both the EU and its Southern Neighbourhood partners.

7. The EU considers Israel as a key partner for cooperation in the five priority policy areas that the Joint Communication identifies, notably human development, good governance and the rule of law; resilience, prosperity and digital transition; peace and security; migration and mobility; green transition: climate resilience, energy, and the environment. The Joint Communication suggests that the EU steps up its existing cooperation with Israel in the digital, research and innovation areas and identifies opportunities to reinforce cooperation in related areas of mutual interest.

8. The EU welcomes Israel's commitment to, and engagement in, the Union for the Mediterranean, in which 43 partners from the EU and the Mediterranean engage with a view to effectively address common regional challenges notably climate change and water management. The EU appreciates cooperation with Israel in this forum as well as in other international fora. The EU welcomes the close cooperation between the Knesset and the European Parliament notably with regular Inter-Parliamentary meetings.

9. Under the new Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument for 2021-2027 multiannual financial framework, Israel continues to benefit from a yearly allocation in the form of institutional cooperation (Twinning projects and other forms of technical support). It also benefits from EU expertise through Technical Assistance and Information Exchange instrument (TAIEX) activities and from other thematic and regional programmes. The EU welcomes the successful completion of several Twinning projects and TAIEX activities in various fields in recent years. In 2021, Israel's public administration benefited from 19 projects within TAIEX, which focused on issues such as the impact of the COVID-19 pandemic, on cybercrime, digital policy, youth employment, electricity trade, sustainable production and consumption and the Green Deal and green recovery. The EU encourages further use of the instrument.

10. The EU reiterates its fundamental commitment to Israel's security, including with regard to threats in the region. The EU firmly condemns recent terror attacks in Israel as well as all forms of terrorism and remains committed to the prevention and fight against terrorism and violent extremism.

11. The EU welcomes the normalisation of relations between Israel and a number of Arab states in the region, which is beneficial to all countries involved and a fundamental step for the stabilisation of the region as a whole. The EU is exploring opportunities for regional and trilateral cooperation and joint initiatives opening up new perspective for business, people, trade, travel, research, the environment as well as in a number of other areas. The EU reiterates its commitment to a comprehensive and lasting peace for the entire region and stands ready to work to this end together with its regional and international partners. In this regard, the EU will seek to encourage and build upon the recent establishment of diplomatic relations between Israel and a number of Arab countries,

with a view to enhancing the prospects to reach a comprehensive settlement in the Middle East Peace Process.

12. The EU reaffirms its long-standing position on the Middle East Peace Process, as set out in several Council conclusions. The EU is united in its commitment to achieving a two-state solution — based on the parameters set out in the Council conclusions of July 2014 that allows the State of Israel to live side by side in peace, security and mutual recognition with an independent, democratic, contiguous, sovereign and viable State of Palestine, with Jerusalem as the future capital of both states. The EU and its Member States will continue to respect the international consensus on Jerusalem embodied in the relevant United Nations Security Council (UNSC) resolutions until the final status of Jerusalem is resolved. The EU is gravely concerned that the occupation of the Palestinian territory that began in 1967 continues to this day. The EU welcomes the steps taken recently on both sides to improve cooperation within the framework of their signed agreements, including high level political meetings, and calls on Israel to take further steps to significantly improve the lives of the Palestinian people.

13. The EU considers that it remains of utmost importance to restore a political horizon towards a two-state solution, to witness real and tangible progress on the ground, develop confidence-building measures, improve living conditions for the people and open the path towards relaunching of the peace process. The EU deplores the increase in violence that not only results in tragic loss of lives, but also fuels tensions and animosity. It calls on all sides to genuinely recommit to reaching a two-state solution in order to enhance stability, increase prosperity and strengthen security for Israelis and Palestinians alike.

14. The EU recalls that a lasting solution to the conflict must be achieved on the basis of the relevant UN Security Council Resolutions, the Madrid principles including land for peace, the Roadmap, the agreements previously reached by the parties and of the Arab Peace Initiative. Securing a just and lasting peace, which resolves all permanent status issues, will require an increased common international effort. The EU is ready to fully support Israelis and Palestinians towards a renewed commitment to the peace process, and will work actively, including through the engagement and contribution of the EU Special Representative for the Middle East Peace Process, with all relevant stakeholders, including the United States, regional stakeholders and the United Nations. The EU expects the parties to demonstrate genuine engagement with the EU with a view to reviving the peace process.

15. The EU strongly opposes all actions that undermine the viability of the two-state solution and urges Israel and the Palestinians to demonstrate, through policies and actions, a genuine commitment to a peace process resulting in a two-state solution in order to rebuild trust and create a path back to meaningful negotiations. To this end, the EU will continue to closely monitor developments on the ground and their broader implications and will consider further action in order to protect the viability of the two-state solution, which is constantly eroded by new facts on the ground, including through settlement expansion.

16. Reaffirming its commitment to implement previous Council conclusions, UNSCR 2334 (2016), as well as the applicability of international human rights and humanitarian law in the occupied Palestinian territory, the EU reiterates its strong opposition to Israel's settlement policy and activities, including in and around East Jerusalem, and especially in sensitive areas such as E1. Such actions as evictions, forced transfers, including in Masafer Yatta, demolitions, including of EU funded projects, and confiscations of homes will only escalate an already tense environment and threaten the viability of a two-state solution. Settlements are illegal under international law. The

EU will not recognise changes to the 1967 lines, unless agreed by the parties. The EU calls on Israel to halt continued settlement expansion, which have reached record highs in the past years, evictions, demolitions and forced transfers. It calls on Israel to allow for a tangible improvement of freedom of movement and access for the Palestinians, to enable accelerated Palestinian construction, as well as social and economic development in Area C, and reverse the worsening of living conditions for Palestinians in Area C. The EU firmly condemns settler violence and calls for accountability.

17. The EU is concerned about the Israeli government's announcement to introduce new rules regulating access to the West Bank, which — if implemented — would result in further entry restrictions. The EU will continue to engage with the Israeli authorities and calls for the necessary adjustments to ensure fair treatment of EU citizens and other foreign nationals travelling to and residing in the West Bank.

18. The EU recalls the specific significance of the Holy Sites and makes a strong call for upholding the status quo put in place in 1967 for the Temple Mount/Haram al-Sharif in line with previous understandings and with respect to Jordan's special role. Underlining the necessity to respect the status quo also for the Christian holy sites, which are under increasing pressure, the EU reiterates the importance of maintaining peaceful coexistence of all three monotheistic religions and their practitioners.

19. The EU strongly condemns the indiscriminate launching of rockets by Hamas, the Palestinian Islamic Jihad and other terrorist groups into Israel. The EU recognises Israel's right to self-defence and to protect its civilian population, while underlining that this right must be exercised in a proportionate manner and in full respect of international humanitarian law.

The EU equally recalls the responsibilities of the de facto authorities in Gaza in this regard. The EU calls for the release of the two Israeli citizens held in Gaza and for the return of the remains of the two other Israeli citizens.

20. The EU deplores the loss of civilian lives during the escalation in violence in and around Gaza in August 2022, including a number of children and women. The EU calls for a timely and thorough investigation into these civilian casualties. The EU calls on all parties to take necessary steps to produce a fundamental change to the political, security and economic situation in the Gaza Strip, including the end of the closure and a full opening of the crossing points, while addressing Israel's legitimate security concerns. While welcoming the easing of some restrictions by Israel, the EU calls for further and structured lifting of restrictions to allow for early recovery and reconstruction efforts, basic service delivery, structural improvement of the lives of the millions of people living in Gaza under dismal conditions, as well as for full and unimpeded humanitarian access. The EU will continue to contribute towards the development of Gaza through investments in reforms, support to economic sector and key infrastructures, among others in water and energy sectors, while Israel is expected to facilitate such efforts.

21. The EU is concerned about the increasingly high number of civilian casualties, as a result of actions inter alia by Israeli security forces, and recalls that the use of force must be proportionate and in line with international humanitarian law and only as a last resort when it is strictly unavoidable in order to protect life. Maximum efforts should be undertaken to avoid putting children in harm's way. The EU reiterates its call for a thorough investigation that clarifies all the circumstances that led to Shireen Abu Akleh's death, and that those responsible are brought to justice. The EU remains gravely concerned by the high levels of incitement and provocation on all sides and across media



platforms. The EU reiterates its call on all sides to jointly and resolutely fight incitement to violence and hate speech.

22. The EU will continue to call upon the Palestinian Authority to hold free, transparent, and inclusive elections without further delay. The EU will continue to urge all Palestinian factions to engage in good faith in the reconciliation process, to adhere to previous agreements, renounce violence and terrorism, and recognise Israel's right to exist and to commit to democratic principles, including the rule of law. The EU calls on Israel to fulfil its commitment to allow for Palestinian elections to be held also in East Jerusalem, and to facilitate election observation missions.

23. The EU and its Member States are committed to ensure continued, full and effective implementation of existing EU legislation and bilateral arrangements applicable to settlements products. The EU expresses its commitment to ensure that — in line with international law — all agreements between the State of Israel and the EU must unequivocally and explicitly indicate their inapplicability to the territory occupied by Israel in 1967. This does not constitute a boycott of the State of Israel, which the EU strongly opposes.

24. The EU reaffirms its proposal, as endorsed in the Council conclusions of December 2013, of an unprecedented package of political, economic and security support to be offered to and developed with both parties in the context of a final status agreement. The EU underlines that the future development of the relations between the EU and both the Israeli and Palestinian partners will also depend on their engagement towards a lasting peace based on a two-state solution. The EU is convinced that this support and partnership, by anchoring both the State of Israel and a future State of Palestine in an ever closer relationship with Europe, will provide a strategic framework for their stable, secure and prosperous development. The EU's continued support to Palestinian state-building requires a credible prospect for the establishment of a viable Palestinian state, based on respect of the rule of law and human rights. The EU will engage with other regional and international actors to explore new perspectives for a comprehensive regional peace process.

25. The EU notes the importance of the full implementation and updating of the Paris Protocol, including regarding full, timely, predictable and transparent transfer of tax and customs revenues. The EU is ready to support relevant measures, including the transfers of customs responsibilities, the full implementation of e-VAT and the creation of other trade-related infrastructures.

26. Promoting peace and stability and achieving de-escalation of tensions in the broader Middle East is a key priority for the EU. Any efforts to build and consolidate confidence should remain inclusive. Iran is central to security in the region, though its direct and indirect support to political and military proxies as well as the ballistic proliferation and transfer of missiles and weapons to state and non-state actors remain an important source of regional instability. The restoration and full re-implementation of the JCPoA has the potential to contribute positively to regional prosperity and security. It could further encourage a constructive approach in the region as well as offer a platform for further efforts to build and consolidate confidence.

27. The EU continues to be very concerned by the ongoing conflict in Syria, now in its twelfth year, and its regional implications, including for Israel. The EU remains committed to the unity, sovereignty and territorial integrity of the Syrian state, and recalls that any sustainable solution to the conflict requires a genuine and inclusive political transition in line with UNSCR 2254 and the 2012 Geneva communiqué negotiated by the Syrian parties within the UN-facilitated Geneva process. The EU commends neighbouring and other countries for hosting large numbers of Syrian refugees for

more than a decade. The EU will continue to do its utmost to provide assistance to those in need inside Syria and also in refugee-hosting countries, until Syrians can voluntarily return home with safety and dignity according to UN standards. The EU hosted the sixth Brussels Conference on Supporting the Future of Syria and the region on 9-10 May 2022, where the international community pledged close to EUR 6.4 billion for 2022 and beyond. The EU remains very concerned about the security situation in the Golan Heights, and will remain firmly committed to pursue accountability for the Syrian regime's use of chemical weapons, human rights violations and abuses and other violations of international law, including humanitarian law.

28. The EU reiterates its commitment to Lebanon's unity, sovereignty, stability, independence and territorial integrity. The EU also stresses the importance of the full implementation of all relevant United Nations Security Council resolutions, including 1559, 1680, 1701 and 1757. The EU underlines its continued support to the role and mission of UNIFIL and commends the role of the Lebanese Armed Forces and UNIFIL in maintaining peace and stability in South Lebanon. The EU welcomes the resumption of discussions between Lebanon and Israel on the delineation of their maritime boundary that are facilitated by the US and hosted by UNSCOL in UNIFIL premises. The EU encourages Israel and Lebanon to clear obstacles and make swift progress in this regard, bearing in mind the positive effects a successful outcome will have for both parties, for the peace and stability in the region and wider cooperation in the field of energy.

29. The EU reiterates its strategic interest in a stable and secure environment in the Eastern Mediterranean and the framework set by the European Council conclusions, aiming at promoting regional stability. Solutions to outstanding issues should be found through peaceful dialogue and in full respect of international law. De-escalation of tensions in the interest of regional stability and promotion of good neighbourly relations in a sustainable way is essential. Regional cooperation in the Eastern Mediterranean, including on energy transition, must be developed in accordance with international law. Last year, the EU acceded the EastMed Gas Forum, to which the EU grants financial support, as an observer. Existing cooperation initiatives in the Eastern Mediterranean, including Projects of Common Interest (PCIs), can provide a basis for building wider regional partnerships. The EU also notes positively ongoing project-based cooperation between Israel and EU Member States, with the aim of advancing peace, security and stability in the region.

30. The EU is determined to win the fight against antisemitism and to promote nondiscrimination in the EU and around the world. Given the significant rise of antisemitism across Europe, the Commission adopted in October 2021 its first-ever comprehensive strategy to combat antisemitism and foster Jewish life, to complement and support EU Member States' efforts. The Strategy sets out measures focusing on: (1) preventing and combating all forms of antisemitism; (2) protecting and fostering Jewish life in the EU; and (3) education, research and Holocaust remembrance. These measures are complemented by the EU's international efforts to address antisemitism globally. The strategy supports EU Member States' efforts in adopting national strategies and actions against antisemitism in line with the 2018 Council Declaration on combating antisemitism, the 2020 Council Declaration on mainstreaming the fight against antisemitism across policy areas and the 2022 Council conclusions on combating racism and antisemitism. Israel is a key partner for the European Union, including in the global fight against antisemitism. The EU will seek to further reinforce the EU-Israel High-Level Seminar on combating racism, antisemitism and xenophobia, co-organised annually, with a focus on operational follow-up. The EU Framework Decision on combating racism and xenophobia by means of criminal law provides a strong legal framework to combat antisemitic hate crimes and hate speech, including public condoning, denial or gross trivialisation of the Holocaust in a manner likely to incite to violence or hatred. The work of the European Commission.

Coordinator on Combating Antisemitism and Fostering Jewish Life further reflects the fight against antisemitism is a priority in the EU. The EU is determined to fight antisemitism online, in particular antisemitic hate speech, conspiracy myths, Holocaust denial and distortion. The EU will also promote, in accordance with the right to freedom of expression, a culture characterised by tolerance, inclusiveness and mutual respect, online and offline, in line with the EU Council Conclusions on combating racism and antisemitism of 2 March 2022. Since 2017, the Commission has been using the non-legally binding working definition of antisemitism of the International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA), adopted in Bucharest (2016), as a practical guidance tool and a basis for its work to combat antisemitism and it encourages its adoption and use. The EU also cooperates closely with the IHRA on other Holocaust-related issues, including through regular interaction between the European Commission Coordinator on Combatting Antisemitism and Fostering Jewish Life. The EU is committed to exploring further areas of cooperation on Holocaust remembrance, including through the European Holocaust Remembrance Infrastructure (EHRI), given the increasing importance of Holocaust remembrance and civic education in order to counter the development of antisemitic prejudices and stereotypes.

31. The EU remains resolute in its commitment to promote non-discrimination and protect the right to freedom of religion or belief. The EU will promote and protect the right to freedom of religion or belief and condemn any act of discrimination, violence or persecution on religious or belief grounds, including acts of antisemitism, in political and human rights dialogues and in broader cooperation. The EU is committed to continue to be active in the UN fora to promote and protect freedom of religion or belief, in particular in the Human Rights Council and the UN General Assembly. The EU will continue to lead on resolutions on freedom of religion or belief at the UN, and will continue to engage and actively support the work of the UN Special Rapporteur on freedom of religion or belief. The EU reaffirms that freedom of religion or belief and freedom of expression are interdependent, interrelated, and mutually reinforcing rights.

32. The EU recalls that relations between Israel and the EU shall be based on respect for human rights and democratic principles, as enshrined in Article 2 of the EU-Israel Association Agreement. In this context, the values of democracy, respect for human rights, including the rights of persons belonging to minorities, and the importance of a vibrant civil society stand central to the EU-Israel partnership, including as regards the people living under occupation in the Palestinian territory. In this context, the EU would highly welcome the resumption of a regular dialogue with the Israeli side on human rights issues.

33. The EU encourages Israel to respect, protect and fulfil the rights of all persons, including those belonging to minorities, notably the Arab minority, to enhance their integration into Israeli society, to protect their rights, to reduce economic and social disparities and to ensure that all asylum applications are treated in accordance with international law and international standards. The EU encourages Israel also to enhance the participation of all minority groups in policy and governance processes at all levels and to avoid any discrimination in law and practice. The EU calls for a comprehensive and equitable solution with regard to unrecognised Bedouin villages.

34. The EU promotes gender equality and the full enjoyment of all human rights by all women and girls and their empowerment as a priority across all areas of action, in line with international commitment. The elimination of all forms of discrimination and exclusion, and all forms of sexual and gender-based violence, and full and meaningful participation and leadership of women and girls are fundamental for sustainable development, economic growth, peace and security. The EU welcomes steps taken by Israel to increase participation rates in the workforce and improve the conditions of work for Arab women, as well as to combat domestic violence and all forms of sexual and gender-based violence and discrimination.

35. The EU recalls its commitment to promote and protect the full and equal enjoyment of human rights of lesbian, gay, bisexual, transgender and intersex (LGBTI) persons. The EU has a major partner in Israel when it comes to addressing the inequalities, discrimination, and violence affecting LGBTI persons, including in international fora. The EU commends Israel for enhancing protection and promotion of the human rights of LGBTI persons, including by means of legislation.

36. The EU recalls that compliance with international humanitarian law and international human rights law by states and non-state actors, including accountability, is a cornerstone for peace and security. The EU calls on Israel to adhere strictly to the principles governing the use of force, including necessity, distinction and proportionality, as well as to promote impartiality and effectiveness of the investigatory mechanisms of alleged misconduct of law enforcement bodies or defence forces.

37. The EU is proud of its continued support to civil society that contributes to peace efforts and confidence building between Israelis and Palestinians. The EU is deeply concerned by the recent raids on six Palestinian civil society organisations, as part of a worrying reduction of space for civil society in the occupied Palestinian territory. A free and strong civil society is indispensable for promoting democratic values and for the two-state solution. The EU calls on Israel to refrain from any action that would prevent these organisations from continuing their critical human rights, humanitarian and development work in the occupied Palestinian territory. In case Israel makes convincing evidence available that would justify reviewing the EU's policy towards the six Palestinian civil society organisations, the EU would act accordingly. It is crucial to ensure a safe and enabling civic space, both online and offline, and that anti-terrorism legislation does not lead to undermining civil society and its valuable work and contributions to building fairer and more peaceful societies and to the pursuit of accountability. The EU reiterates its support for human rights defenders, journalists and other media workers.

38. The EU remains concerned about the extensive recourse by Israel to administrative detention without formal charge. Under international law detainees have the right to be informed about the charges underlying their detention and to have the legality of their detention determined without undue delay, as well as the right to legal assistance, due process and a fair trial. The EU calls for the full respect of international human rights obligations towards all prisoners, including in the context of arrest, interrogation and detention.

39. The promotion, protection, fulfilment and respect for the rights of the child are a priority for EU human rights policy. The EU calls on Israel to respect, protect and fulfil the human rights of Palestinian minors faced with arrest and detention, in line with international obligations and standards regarding the detention of children, including in cases of security offences, and ending the practice of administrative detention. Israel should ensure children in Gaza can access specialised medical treatment outside Gaza without delay and that health and education facilities, ambulances and protected personnel are not targeted in security operations. The EU calls for the protection of children, including ensuring their right to education in a safe and secure school environment.

40. The EU strongly encourages Israel to cooperate fully with United Nations human rights mechanisms. The EU calls on Israel to reverse its publicly stated freeze in relations with the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, including in relation to the issuance of visas for international staff. The EU welcomes Israel's ongoing cooperation with the Council of Europe and its willingness to further strengthen cooperation with this body.

41. The EU is Israel's largest trading partner and Israel is among the EU's biggest trading partners in the Mediterranean area with the most diversified structure of trade. Total trade in goods was close to EUR 37 billion in 2021 while trade in services was approaching EUR 14 billion in 2020. In spite of some remaining market access impediments, the overall conditions for bilateral trade are good. The EU welcomes the regulatory reform in force since June 1, which has simplified import procedures for a variety of consumer goods, abolishing dozens of national import standards and relying instead on compliance with EU and other international standards.

The EU welcomes the progress in the modernisation of the Pan-Euro-Mediterranean (PEM) Convention and acknowledges the positive role that Israel is playing in the process. The EU expects that the new rules can be applied in the trade between Israel and the EU as soon as possible, before the end of 2022. The EU recalls the importance of the Technical Arrangement between the EU and Israel and of the Court of Justice's case law in case C-363/18 on products originating from settlements and stresses the mutual interest in ensuring its continued good and therefore also more efficient functioning.

42. The EU values Israel's close cooperation with the EU when trade irritants arise and particularly appreciates the pilot project put in place to address the long-standing import authorization practice of the Israeli authorities for medical devices which discriminates among EU Member States. However, the EU continues to be concerned by some market access issues, notably by the lack of data exclusivity protection for biological medicines in Israel as well as cumbersome certification process for EU exports of kosher meat.

43. The EU is interested in continuing to work on trade-related issues under discussion with Israel and in sharing practices in different areas, including on standards for agricultural and industrial goods as well as the protection of geographical indications for agricultural products and other foodstuffs and discussions on trade defence procedures. It is interested in continuing cooperation on agricultural policy, rural development, and organic farming.

44. The EU recalls the commitment by Israel and the Palestinian Authority at the Trade Ministerial Conference of the Union for the Mediterranean of 11 November 2010 on a Package of measures to facilitate the trade of Palestinian products with other Euro-Mediterranean partners. These commitments have been recalled at the Trade Ministerial Conferences of 19 March 2018 and of 10 November 2020. On both occasions, the EU presented a Technical Progress Report on the progress on the Package of measures. The EU encourages Israel and the Palestinian Authority to progress on the facilitation of Palestinian trade, including in the Trade Trilateral Working Group. The EU stands ready to support these efforts and appreciates recent concrete progress in trade facilitation, notably containerised transport between the West Bank and Jordan via the Allenby/King Hussein Bridge.

45. The EU welcomes the successful counter-terrorism dialogues initiated with Israel in 2015. The last dialogue took place in April 2022. Terrorism is a constantly evolving threat which calls for enhanced international cooperation and improved counterterrorism methods for the prevention and fight against terrorism. Though faced with different challenges, the EU and Israel share the same determination to prevent and counter terrorism. The EU looks forward to taking the EU-Israel counterterrorism dialogue further in developing practical actions, from addressing root causes to establishing and sharing effective and gender-responsive counterterrorism methods, including in the area of non-conventional threats, such as Chemical, Biological, Radiological and Nuclear (CBRN) threats, transport and aviation security, counter-UAS (drones), as well as countering the promotion of violent extremism online and the financing of terrorism. The EU also welcomes the progress made in the negotiations with Israel to allow for the exchange of information between Europol and

designated Israeli law enforcement authorities. All counterterrorism measures must comply with international law, including international human rights law and humanitarian law.

46. Building on a fruitful first exchange of views, the EU and Israel will also explore the possibility to further their cooperation on cyber issues, notably the promotion of the application of international law in cyberspace, including international humanitarian law, implementation of the voluntary norms of responsible state behaviour in cyberspace, notably through the establishment of a Programme of Action to advance responsible state behaviour in cyberspace and exchanging information and best practices, and Research and Development cooperation. The EU shares with Israel a common approach with regard to the UN negotiations on a possible new instrument on countering the use of Information and Communication Technologies for criminal purposes.

47. The EU welcomes the positive impact of the comprehensive EU-Israel Euro-Mediterranean Aviation Agreement which was signed in 2013 and was ratified by the European Parliament in June 2020. Before the disruption caused by the COVID-19 pandemic, the agreement led to a substantial decrease in airfares, contributed to a significant increase in the number of passengers flying between the EU and Israel, as well as in the number of airlines offering services and the number of city-pairs being served generating considerable economic benefits and new opportunities. Encouraging early 2022 figures point to a likely resumption of these trends in the post-pandemic era. In this context, Israel's conclusion of a comprehensive agreement with the EUROCONTROL in 2016 is an important accompanying measure to ensure fully integrated coordination on all operational and technical aspects of air traffic management. The EU appreciates the concrete cooperation with the European Maritime Safety Agency based on Israel's participation in the relevant EU-funded programme (SAFEMED) on ship's safety, security and sustainability. In this context, the EU welcomes the upcoming ratification by Israel of the Annex VI to the MARPOL Convention and Israel's recent signature of the Conditions of Use for CleanSeaNet (maritime pollution surveillance by satellite service). The EU counts on the continued support of Israel to establish a Sulphur Emissions Control Area in the Mediterranean Sea in view of its adoption by the International Maritime Organization at the end of 2022 with an ambitious entry into force in 2025. The EU notes that exchanges are also underway on railway transport, the extension of TEN-T to the development of a Mediterranean network, transport security, the promotion of multimodal transport, sustainable urban mobility, (cooperative) intelligent transport systems and cooperative, connected and automated mobility.

48. The EU calls for active engagement of all partners to ensure that the international climate, biodiversity and environment commitments are effectively implemented, as a basis for achieving the United Nation's 2030 Agenda and its Sustainable Development Goals and the objectives of the Paris Agreement. The EU welcomes Israel's engagement in the implementation of the Paris agreement within the UN framework convention on climate change and commends the progress on policies on renewable energies and adaptation to climate change, and in particular the submission of the revised nationally determined contribution (NDC) and the net-zero pledge by 2050 submitted ahead of the 26th Conference of the Parties (COP26) in Glasgow in November 2021. In this context, the EU invites Israel to draft and adopt long-term strategies for both mitigation and adaptation well in time for the 2023 global stocktaking, to give clear signal on the implementation trajectory towards the goals set. Furthermore, the EU encourages Israel to set a specific target for the provision of climate finance to reach developed countries' commitment to mobilise jointly US\$ 100 billion a year by 2020 through 2025 and to participate actively in the negotiations of the New Collective Quantified Goal as well as to participate actively in the Glasgow – Sharm El Sheikh work programme on the Global Goal on Adaptation as well as dialogue on loss and damage within United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC). The EU stands ready to engage in a dialogue to accelerate ambitious policies to drive the green transition and to enhance global ambition, to discuss voluntary contributions to international climate and biodiversity finance and options to make finance

flows consistent with the goals of the Paris Agreement and with the new global biodiversity framework. The EU welcomes the continuous dialogue with Israel on areas of mutual interest, with a special focus on climate neutral energy transition, waste management, air pollution, including the establishment of an Emission Control Area in the Mediterranean Sea, sustainable water management, circular economy measures, biodiversity protection and restoration.

49. The EU looks forward to strengthening its partnership with Israel on energy, based on the recently adopted REPowerEU Plan and the strategy for the "EU external energy engagement in a changing world". Our cooperation therefore will focus on energy security, by promoting energy supply diversification, as well as on the climate neutral energy transition, primarily promoting the increasing uptake and system integration of renewable energy, including through increased interconnections, technological innovation and deployment of safe and sustainable low carbon technologies, the wide uptake of energy efficiency measures and renewable hydrogen. Our cooperation was reinforced by the Memorandum of Understanding on cooperation related to Trade; Transport and Export of Natural Gas to the European Union, signed on 15 June 2022 by the EU, Israel and Egypt. Cooperation should promote the transition of the energy sector, while ensuring security and affordability of energy supplies, safeguarding the environment and implementing the Paris Agreement, also in line with the European Green Deal. The exploitation of gas resources in the Eastern Mediterranean in accordance with international law can strengthen energy security and resilience, and further enhance regional cooperation, such as the Eastern Mediterranean Gas Forum, and prosperity, contributing to long-lasting peace and regional stability. All lawful explorations of gas resources in the Eastern Mediterranean should be in full respect of international law, including the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) and the sovereignty and sovereign rights of the coastal states.

50. In the area of science and technology, the EU warmly welcomes the full association of Israel to the Horizon Europe programme for the period 2021-2027, made official by the joint signing of the agreement, on 6 December 2021. The EU looks forward to further reinforcing its cooperation with Israel, to address global challenges, facilitate green and digital transitions, accelerate the world shift to a secure and just food system and bring the EU and Israel's innovation systems closer together. Since 1996, Israel's association to the EU framework programmes for research and innovation has been a success story with clear mutual benefits across various priority areas including ICT, health, advanced manufacturing, climate change and energy as well as biotechnology. This cooperation contributes to stronger bilateral economic and trade relations and facilitates engagement in the region. In this context, the EU welcomes Israel's active participation in regional science diplomacy initiatives, such as SESAME, PRIMA and EMUNI.

51. In the field of digital economy and society, the EU welcomes Israel's commitment in the activities of the Euro-Mediterranean Regulators Group (EMERG), the EU initiative aimed at increasing EU-Mediterranean regulatory harmonisation and promoting cooperation among telecommunications regulation authorities, and is ready to work towards an ambitious partnership on digital issues. The EU also welcomes the fact that Israel is a full member of related OECD bodies, in particular the working group for Communications Infrastructure and Services Policy (CISP).

52. The EU recalls that the International Telecommunication Union's (ITU) Radiocommunications Conference, held in Sharm Al Sheikh in November 2019, passed Resolution 12. This Resolution called for a process to deploy 3G technology and establish an adequate timeframe for the allocation of 4G and 5G frequencies for Palestinian operators. The EU calls on Israel and on the Palestinian authorities to reach a timely agreement on the allocation of 4G and 5G frequencies for Palestinian operators, prior to the completion of the Israeli 5G deployments, and to cooperate with international actors working on this topic such as the Office of the Quartet.

53. In the area of education, the EU welcomes the participation of Israel in the international dimension of the Erasmus+ programme 2021-2027 and hopes that it will continue being very successful, as in the previous programming period between 2014 and 2020, which has also contributed to promoting mutual understanding by developing people-to-people contacts through cooperation between higher education institutions and student and staff exchanges, as well as through youth exchanges. The EU also welcomes the benefits brought by the programme to Israeli higher education, including its increased internationalisation, and looks forward to cooperating with Israel through the new Erasmus+ programme in other areas of common interest, such as Vocational Education and Training. In the field of culture, the EU looks forward to a successful conclusion of negotiations for the participation of Israel to the programme Creative Europe.

54. The EU looks forward to a fruitful and constructive meeting of the EU-Israel Association Council.

*Source* : <https://www.consilium.europa.eu/media/59337/st13103-en22.pdf>

---



## 7. DÉCLARATION COMMUNE DE L'UE ET DE SES ÉTATS MEMBRES

8 MARS 2023

L'Union européenne et ses États membres sont profondément préoccupés par la montée de la violence et de l'extrémisme en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, qui se traduit par un nombre effroyable de victimes israéliennes et palestiniennes, y compris des enfants. La situation à Gaza et en Cisjordanie, notamment à Jérusalem-Est, suscite une vive inquiétude.

Nous appelons les dirigeants israéliens et palestiniens à désamorcer la situation et à s'abstenir d'actions qui ne feront qu'accroître les tensions, déjà importantes. Les colonies sont illégales au regard du droit international. Israël doit mettre un terme à l'expansion des colonies, empêcher les violences perpétrées par des colons et faire en sorte que leurs auteurs répondent de leurs actes. Les opérations militaires doivent être proportionnées et conformes au droit international humanitaire. Il doit être mis fin immédiatement aux attaques terroristes, qui devraient être unanimement condamnées, ainsi qu'aux pratiques qui les soutiennent. Au vu de la situation humanitaire dans la bande de Gaza, il est nécessaire de poursuivre l'assouplissement des restrictions. Le *statu quo* relatif aux Lieux saints doit être maintenu, conformément aux accords conclus antérieurement et compte tenu du rôle particulier de la Jordanie. Il faut maintenir une coexistence pacifique entre chrétiens, juifs et musulmans.

Toutes ces problématiques constituent des obstacles à la paix.

Nous saluons les efforts déployés par les États-Unis, la Jordanie et l'Égypte pour désamorcer la situation et soutenons le communiqué d'Aqaba. Toutes les parties devraient respecter, de bonne foi, les accords intervenus à Aqaba.

Il est primordial de rétablir un horizon politique vers une solution fondée sur la coexistence de deux États. Seul un accord négocié offre la possibilité d'assurer la sécurité et la paix pour tous.

Il est nécessaire et urgent de définir une nouvelle perspective de paix. Il y a trois semaines, le haut représentant/vice-président a rencontré le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Faisal, et le secrétaire général de la Ligue arabe, Aboul Gheit. Ils sont convenus de relancer et de développer l'Initiative de paix arabe, et l'UE a réitéré sa proposition d'offrir un ensemble sans précédent de mesures de soutien en matière politique et économique et dans le domaine de la sécurité, dans le contexte d'un accord sur le statut définitif, qui a été entérinée dans les conclusions du Conseil de décembre 2013. Dans le cadre de cet effort, nous coopérons étroitement avec d'autres partenaires arabes et internationaux. Si nous ne pouvons obliger les parties à faire la paix, nous portons ensemble la responsabilité de préparer le terrain. La sécurité, l'État de droit et la paix au Proche-Orient constituent une priorité pour l'UE.

La Macédoine du Nord, le Monténégro, la Serbie, l'Albanie, la République de Moldova et la Bosnie-Herzégovine), pays candidats, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que l'Arménie s'associent à cette déclaration.

Source : <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/03/08/israel-palestine-state-ment-of-the-high-representative-on-behalf-of-the-european-union-on-the-latest-developments/>

---